

CNRS EDITIONS

L'Année du Maghreb

21 | 2019 :

Dossier spécial : Quand l'Algérie proteste

Quand l'Algérie proteste

Slogans, discours et temporalités du hirak algérien : convoquer le passé pour réinterpréter l'avenir

Faire *hirak* à Paris. Les mises en scène d'une révolution contre le « système algérien »

Making hirak in Paris : the staging of a revolution against the « algerian system »

DIDIER LE SAOUT

p. 131-146

Résumés

Français English

Les rassemblements organisés chaque dimanche à Paris depuis février 2019 sur la place de la République pour exiger le « départ du système » en Algérie mettent en œuvre un agir public contestataire qui associe, d'une part, des engagements collectifs numériques dans des communautés virtuelles, des engagements dans des communautés constituées par des liens personnels dans des organisations, telles les collectifs, associations ou partis politiques et, d'autre part, des engagements individuels qui érigent l'individu en sujet protestataire et qui permettent l'expression de la contestation par l'art et la culture. Toutes ces modalités d'agir qui montrent la réticence des contestataires à se relier à une idéologie convergent dans leur grande diversité dans la production d'une identité « anti-système » sur laquelle s'organise, sur une longue durée, les initiatives protestataires portées par des milliers d'Algériennes et d'Algériens en contexte migratoire.

The rallies organized every Sunday in Paris since February 2019 on the Place of République to demand the « departure of the system » in Algeria implement a public protest action that combines digital collective commitments in virtual communities, commitments in communities constituted by personal links in collectives, political associations or parties, as well as individual commitments that make the individual a protest subject. All these modalities of action express the reluctance of the protesters to connect to an ideology. They converge in the production of an « anti-system » identity on which protest initiatives are organized.

Entrées d'index

Mots-clés : Mouvements sociaux, communication virtuelle, agir public, co-présence, France, Algérie.

Keywords : Social movement, virtual communication, public action, co-presence, France, Algeria.

Texte intégral

- 1 La contestation qui traverse l'Algérie depuis février 2019, dirigée contre la candidature du président de la République Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat et qui s'est rapidement transformée en une protestation pour exiger le « départ du système » est rythmée par la régularité de grands rassemblements hebdomadaires. Aux manifestations populaires qui prennent forme dans toute l'Algérie le vendredi, aux mobilisations estudiantines organisées le mardi, s'ajoutent des rassemblements tenus le dimanche dans différentes villes étrangères. Ces événements qui prolongent l'espace de la protestation au-delà des frontières algériennes sont organisés notamment en France, à Paris, Marseille, Lyon, Lille, Strasbourg ou d'autres villes encore. À Paris, les rassemblements qui ont lieu chaque dimanche sur la place de la République ou sur la place de la bataille de Stalingrad sont les plus suivis par l'émigration algérienne dans le monde. À ces initiatives dominicales tenues sur la place depuis le 17 février hebdomadairement sans interruption jusqu'à ce jour, s'ajoutent d'autres convoquées à certaines occasions devant l'ambassade d'Algérie, rue de Lisbonne, dans le 8^e arrondissement de Paris, et portées le plus souvent par quelques-uns des collectifs présents le dimanche. Si elles ne rassemblent généralement que quelques dizaines de personnes, leurs organisateurs les conçoivent comme le prolongement sur une thématique bien circonscrite des actions menées sur la place de la République.
- 2 L'argument central de cette contribution qui participe à l'étude des mouvements sociaux dans les formes migratoires mondialisées considère que les contestataires en exprimant un rejet du « système algérien », qu'ils définissent comme corrompu car accaparé par une « mafia politico-militaire », construisent des modes d'organisation de collectifs en co-présence (Berthomière, Hily, 2006) qui donnent lieu à de nouvelles formes d'agir public. Plutôt que de penser que les contestataires cherchent à reproduire par mimétisme ce qui se joue en Algérie en projetant une image des mobilisations qu'ils déplaceraient du pays d'origine en France par simple effet miroir, nous avancerons l'hypothèse que les participants inventent des formes d'agir public par lesquelles ils construisent une image dotée de propriétés singulières de la protestation algérienne en contexte migratoire qui entretient et renouvelle les mobilisations permettant une reconnaissance sociopolitique, à la fois dans la communauté d'origine et dans la société française.

Communication virtuelle et organisation

- 3 Le premier rassemblement organisé contre le cinquième mandat se déroule le 17 février à Paris dans les jours qui suivent les premières protestations contre le président Abdelaziz Bouteflika qui émergent localement en Algérie. Le 16 février 2019, la population de Kherrata sort dans la rue. Le lendemain à Khenchela, un jeune, monté tout en haut du bâtiment d'une Assemblée populaire communale (APC), décroche le portrait d'Abdelaziz Bouteflika.

Note méthodologique

Le présent papier est le premier résultat d'une enquête en cours menée à Paris par observation directe de trente rassemblements contre le « système algérien » tenus sur les places de la République et de la bataille de Stalingrad depuis février 2019, ainsi que des marches organisées le 30 juin 2019 entre les places de la République et de la Nation, et les 15 septembre et 6 octobre 2019 entre la place de la République et la place de la bataille de Stalingrad.

L'étude se fonde sur une méthode qualitative à partir de l'observation directe des rassemblements et des entretiens individuels semi-directifs menés auprès de participants. L'immersion sur le terrain a été structurée en deux phases. Durant la première phase, j'ai observé d'une manière générale l'investissement des collectifs en lutte sur la place et les configurations des espaces. Au cours de la seconde, j'ai procédé à la constitution d'un échantillon stratégique composé d'une vingtaine d'entretiens d'hommes et de femmes en proportion égale, de toute catégorie d'âge et de milieux sociaux diversifiés, originaires de différentes régions d'Algérie. L'entrée sur le terrain a été facilitée par des contacts noués avec des militants associatifs rencontrés lors de mes précédents terrains menés sur le mouvement amazigh.

Ainsi pour permettre de comprendre les ressorts des constructions symboliques mises en œuvre par les contestataires dans l'espace public, j'ai croisé mes observations avec les discours des militants/animateurs de la lutte. Les prénoms qui présentent les personnes interviewées ont tous été modifiés afin de leur assurer l'anonymat.

4 Cependant, il serait erroné de considérer que ces protestations incitent des individus à faire émerger une contestation en France. La préparation du premier rassemblement parisien est antérieure à ces événements protestataires en Algérie. C'est précisément le cri d'indignation que pousse un jeune Algérien vivant à Paris qui prend l'initiative dans une vidéo postée le 12 février 2019 sur sa page *Facebook*, d'appeler à un rassemblement le dimanche 17 février sur la place de la République qui se révèle être le point de départ de la protestation. Trait caractéristique de cette contestation, l'émergence des actions se fait en deux temps tels que distingués par Fabien Granjon (2013) dans son étude sur les mobilisations informationnelles du Web participatif. Premier temps, la publication de l'appel à se rassembler sur la place contribue à « la production de solidarités électives dans le contexte d'une individualisation expressive ». La mobilisation informationnelle se déroule à ce stade « a contrario des étapes du processus traditionnel de formation des communautés d'action de l'espace public traditionnel » (Granjon, 2013). L'initiative que prend ce jeune d'informer de son action sur les réseaux sociaux permet à d'autres publics de s'y joindre. Elle révèle les engagements d'individus informés par *Facebook* qui, par les échanges réticulaires sur internet, élargissent le champ des opportunités ouvert aux engagements d'autres publics susceptibles de se mobiliser.

5 Le deuxième temps des « débouchés "réels" » (Granjon, 2013) s'ouvre après la publication des contenus d'information en ligne qui ont été filtrés et hiérarchisés par d'autres internautes. Trait remarquable, la mobilisation informationnelle portée par le jeune sur la Toile permet la construction dans une période extrêmement brève – seulement quelques heures après publication de l'appel – de formes politiques alternatives qui cadrent le contenu de la protestation. La mise en ligne de l'appel au rassemblement donne alors lieu à une mobilisation de ressources dans des espaces privés. Halima¹, une militante associative, prend connaissance de l'appel et contacte immédiatement ses relations par téléphone pour les convaincre de se joindre à la préparation de l'événement. Le jour même, deux personnes lui déclarent vouloir s'engager. Le lendemain, le 13 février, toutes trois rencontrent l'initiateur de l'appel dans un café dans le quartier du Châtelet. L'individualisation expressive du jeune plus que d'être respectée par le groupe est alors prise en charge collectivement :

« Donc on a fait la pétition “Nous sommes contre le cinquième mandat”, le mandat de la honte, précise Halima. On a écrit un communiqué de presse. On a créé une page *Facebook* et le 15 tout était bouclé, tout était OK. Le 16, on s'est rencontré... c'est-à-dire tout ce qui était page *Facebook* et tout ça c'est Amine qui l'a fait, avec Lyes on a fait le communiqué, tout le monde a participé. Le 16, on s'est rencontré à Bastille, dans un café, et là il y a deux ou trois jeunes qui sont encore venus nous rejoindre. L'un a fait les banderoles et le logo »².

- 6 Trouvant dans les réseaux de sociabilité numériques dégagés de tout cadre contraignant le moyen de se joindre à l'action, les mobilisations informationnelles sur le Web ouvrent ainsi des opportunités d'agir à des individus inorganisés, non affiliés, rétifs à s'engager dans des actions portées par des organisations. Ces mobilisations sur internet s'agrègent aux formes de mobilisation traditionnelles mises en œuvre dans les actions parisiennes contre le cinquième mandat à partir des liens entre personnes identifiées et organisées. Subissant des pressions, le jeune à l'initiative de l'appel se désengage. Halima décide alors de prendre en main le mouvement : « On s'en fout, nous on n'a pas peur puisqu'on a nos papiers français ». Dans les jours qui suivent 8 000 personnes font part sur internet de leur intérêt pour l'initiative et 2 000 confirment leur présence place de la République³.
- 7 Le jour du rassemblement, le 17 février, l'initiative rencontre un réel succès. Plus de 3 000 Algériens selon les organisateurs participent à l'initiative. Des manifestants entonnent des chants patriotiques, d'autres brandissent des écriteaux hostiles au président et au pouvoir dans une atmosphère d'allégresse. Ce rassemblement parisien rappelle un autre organisé quelques années plus tôt, lui aussi sur la place de la République mais moins présent dans les mémoires collectives. En 2014, la candidature à l'élection présidentielle d'Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat avait en effet donné lieu une contestation à Paris qui s'était exprimée selon la sociologue Warda Hadjab⁴ (2016) de « manière (ré)créative » dans la rue et sur les places publiques. L'annonce de cette candidature par celui qui était présenté officiellement comme le « président sortant » mais compris dans la société comme celui qui brigait la fonction de « président à vie » cristallisait déjà les frustrations de la population algérienne.
- 8 Mais le rassemblement de 2019 n'apparaît pas moins comme une action d'envergure qui marque un niveau de mobilisation nettement supérieur. Forts de ce succès, certains des organisateurs décident de répéter l'initiative la semaine suivante. Le 24 février, c'est un collectif, *Debout l'Algérie* qui prend l'initiative. La communication sur internet du groupe est cependant rapidement exposée à quelques réactions pour le moins inamicales. Halima, à l'origine de la création de ce nouveau collectif, nous confie : « Après, ils ont ouvert une autre page *Debout l'Algérie* [...] qui est gérée par un Algérien là-bas sur place qui est le neveu d'un ancien ministre ou un ministre sur place et tout... Alors du coup les gens ici à Paris, ils disent “ah mais *Debout l'Algérie* vous dites n'importe quoi” »⁵. Pour contrer ces manœuvres venant d'Algérie et se différencier, une page *Facebook*, *Collectif Debout l'Algérie* est alors créée. Elle est notamment le moyen de diffuser la pétition contre le cinquième mandat. Ces turpides passées, le collectif participe les jours suivants à la création avec une vingtaine d'autres groupes actifs sur la place d'un nouveau collectif plus large qui prend le nom de *Libérons l'Algérie*. D'autres acteurs ne rejoignent pas ce cadre pourtant présenté par ses initiateurs comme fédérateur et s'organisent au sein d'autres collectifs : *Révolution du sourire - Du rejet au projet*, *Nouvelle Algérie*, *Action citoyenne pour l'Algérie* (ACA). Une autre structure, *l'Inter-collectif*, conduit par quelques militants qui ne parviendront pas à s'intégrer dans *Libérons l'Algérie* tenteront d'assurer avec ce dernier collectif une sorte de supra-coordination des actions menées sur la place. Il activera durant un temps très limité, notamment dans la période de la préparation de la marche qui reliera le 30 juin la place

de la République à la place de la Nation. « C'est l'*Inter-collectif* qui décide des slogans, et de l'itinéraire et de la date »⁶ précise Amar⁷, l'un des fondateurs du collectif *Libérons l'Algérie*. Par ailleurs, d'autres individus préférèrent participer à la contestation tout en restant sans attache organisationnelle.

Entre mouvement et révolution

⁹ Si l'émergence de la protestation a suivi deux temps, encore ne faudrait-il pas tomber dans un déterminisme numérique tel qu'il a pu être emprunté dans certaines analyses des dits « Printemps arabes », suivant lesquelles les mobilisations informationnelles sur le Web seraient à l'origine de l'action contestataire. À la différence de la situation qui prévaut en Algérie, la manifestation, qui est une forme d'action collective privilégiée par bon nombre de groupes protestataires, peut être librement organisée en France. Les mobilisations informationnelles participent, quant à elles, à la construction sous une autre forme d'un sentiment d'indignation. Qui plus est, la protestation contre le système qui s'ancre en Algérie le 22 février, avec la lame de fond protestataire qui traverse l'ensemble du territoire national, fait sauter le verrou de l'autoritarisme algérien d'interdire les manifestations, notamment à Alger. Dès lors, les actions de contestation en contexte migratoire se font en concomitance avec celles qui se déroulent en Algérie. Leur rythme suit la même régularité. Cette situation diffère du contexte qui prévalait en Algérie cinq ans auparavant dans lequel avaient pu se tenir avec difficulté quelques actions de protestation contre le quatrième mandat conduites par des militants exposés à la répression policière, sans que n'émerge un vaste mouvement de protestation dans le pays.

¹⁰ En 2019, les rassemblements hors d'Algérie contribuent à la contestation dans le pays d'origine. Six mois après leur émergence, l'intensité des mobilisations n'a pas faibli sur les deux rives de la Méditerranée. Amar, actif au sein du collectif *Libérons l'Algérie* présente précisément les rassemblements en France dans la suite des actions menées en Algérie : « Mais d'un autre côté, comme c'est toujours vendredi qui vient avant dimanche, donc automatiquement, la diaspora suivra ses frères et sœurs en Algérie. Parce que tout se joue en Algérie. Nous sommes le prolongement de cette révolution »⁸. Cette continuité ainsi posée doit d'autant plus être respectée par les acteurs en contexte migratoire qu'elle a une signification politique : « Mais en aucun cas, poursuit Amar, on veut imposer des choses de l'extérieur. Parce que les Algériens sont devenus quand même allergiques à tout ce qui vient de l'étranger. Donc, nous on respectera la position de cette révolution à partir de la décision des peuples à l'intérieur du pays. Et nous, on suivra les mots d'ordre... »⁹. Il considère alors ce mouvement comme « phénoménal » car redouté par le pouvoir : « Il est aux abois, il ne trouve plus d'issues ni de plans pour se débarrasser de cette révolution. Mais une chose est certaine. L'Algérie d'avant le 22 février est une Algérie. L'Algérie du 23 février est une autre Algérie »¹⁰.

¹¹ Toutes les actions protestataires révèlent une prise de conscience de pratiques politiques du « système » jugées par les participants comme inacceptables. Le terme constamment repris par les personnes que nous avons interviewées est celui de « révolution » qu'elles opposent à « *hirak* ». Pour Rachid¹¹, membre du Réseau de lutte contre la répression, *hirak* se traduit par « mouvement » : « Je pense que c'est beaucoup plus qu'un mouvement. D'abord c'est une prise de conscience. Parce qu'un mouvement sans prise de conscience, c'est éphémère, ça va se dissoudre au fil du temps. Là, les Algériens sont conscients que c'est le moment ou jamais de faire tomber ce pouvoir »¹². Pour Amar, il importe de ne pas tomber dans le piège du pouvoir algérien. Ce mot *hirak* réfère à « un petit mouvement » qui ne traduit d'aucune façon la réalité de

la contestation en Algérie mais est utilisé pour minimiser cette « vraie révolution » : « Moi je ne peux pas appeler un mouvement quand il y a 24, 25 millions d'Algériens qui sortent à l'échelle des 48 départements, et appeler ça un petit mouvement. Ça c'est une révolution, c'est un peuple qui s'exprime, c'est un peuple qui sort. Moi je ne reconnais pas le mot *hirak* »¹³.

Exposition et visibilité

¹² L'environnement spatial de la place de la République est tributaire d'un ordonnancement qui suit les modalités de mise en œuvre de la liberté de manifester en France. La loi française exige le dépôt par les organisateurs d'une déclaration à manifester à la Préfecture de police. Les heures de début et de fin de l'initiative y sont indiquées. Les fonctionnaires de police peuvent alors s'adresser aux organisateurs pour faire sonner le moment venu la fin de l'événement protestataire. Mais la « situation » (Goffman, 2013) sur la place se déroule sur un temps bien plus large. Elle commence en fin de matinée lorsque les premiers arrivants installent leurs stands et accrochent banderoles et drapeaux alors que dans le même temps les premiers rassemblements de quelques personnes se forment. Un contrôle mutuel entre personnes co-présentes se met en place. La situation se termine lorsqu'en début de soirée, les dernières personnes, qui généralement discutaient en petit groupe, quittent la place, souvent plusieurs heures après la fin « administrative » de l'événement fixée par les horaires communiqués à la Préfecture¹⁴.

¹³ Les premiers dimanches, le rassemblement à Paris apparaît sous une forme compacte tant la place de la République contient difficilement les manifestants. Dans ces moments, il est difficile de se frayer un chemin. Les espaces entre participants se resserrent plus on se rapproche de la statue en bronze de Marianne qui s'impose de tout son poids au centre de la place. Certains des manifestants sont parvenus durant les premiers rassemblements à s'asseoir sur la française et universelle Marianne pour brandir des drapeaux algériens et amazighs et des pancartes avant que la Préfecture de Police ne les en empêche pour prévenir avec l'approbation des organisateurs tout risque de chute.

¹⁴ L'évaluation du nombre de participants contribue elle-même à la construction du rapport de force engagé contre le pouvoir, l'adversaire désigné. Amar donne une estimation précise de la participation : « Donc nous avons réussi quand même de mobiliser plus de trente mille ». Il nous informe à ce propos que les organisateurs du rassemblement avaient invité à l'un des premiers rassemblements un responsable du syndicat français, la Confédération générale du travail (CGT) :

« Il a dit que la place de la République a la capacité de prendre 30 000 manifestants... un moment, la place ne contenait plus les présents, ça débordait sur toute la placette au point que la circulation était coupée. Non, c'est le sixième ou le septième. Pas du tout, ce n'est pas les premiers. Et on a maintenu le cap dans les 10, 12. Dans le pire des cas, il y a 8 000 personnes. Et après les gens viennent, ils ne viennent pas tous à la même heure. Il y a des gens qui viennent à midi, ils repartent à une heure. Mais il y a minimum 10 000 Algériens et Algériennes qui viennent chaque dimanche sur la place de la République. Et ça n'a pas baissé, ça n'a pas cessé, y compris durant ce mois d'août »¹⁵.

¹⁵ À partir des mois d'avril et de mai, il devient plus facile de se mouvoir pour qui entend parcourir la place. Dès lors, la place est distinctement l'objet d'une occupation organisée. Les constructions symboliques se diversifient. Chaque dimanche offre l'occasion d'assister à une grande diversité d'activités. Les modes d'agir personnels et

collectifs donnent lieu à une performance protestataire par laquelle se construisent des imaginaires démocratiques qui élargissent le champ du politique en le déclinant sous les modes de l'art – notamment par la chanson, la peinture, la sculpture, le dessin –, de l'humour et de la tragédie. La place de la République n'offre pas une scène unique mais une multitude de scènes sur lesquelles les acteurs répètent et jouent la révolution. Ces scènes peuvent avoir l'allure de scènes de spectacle ou de salles de meetings dans lesquelles le public se tiendrait debout. Elles peuvent également prendre la forme d'activités qui redessinent les frontières entre acteurs et public et jaillir – tels les spectacles de rue – aux mille et un recoins de la place de la République s'accordant ainsi au concert des autres activités qui rythment l'après-midi. La plupart de ces activités se distinguent de celles portées par les associations, partis et autres formations actifs sur la place organisés autour de buts, d'intérêts et d'identités communs le plus souvent exprimés dans les agoras sous forme de discours politique.

16 Toutes ces activités qui ont cours sur la place pourraient alors être qualifiées de « déploiement », « exposition », « affichage », ou « parade » pour reprendre les termes retenus par Yves Winkin (1990) afin de dépasser la difficulté à traduire en français la notion de « *display* » utilisée par Erving Goffman dans son travail sociologique. Empruntant aux éthologistes qui l'emploient abondamment, dans toute situation, Erving Goffman rendait ainsi compte du comportement des auteurs qui s'informent mutuellement sur leur identité sociale et y rendent rituellement hommage. En se mettant en scène, on peut alors comprendre les acteurs de la place de la République comme pris dans un jeu de parades définies comme autant de styles comportementaux et dans lesquelles l'unité de la nation se joue. Pour clôturer les débats, les organisateurs et le public d'une agora entonnent l'hymne national algérien. D'autres peuvent se joindre au rituel que pratique régulièrement le collectif *Nouvelle Algérie* en se rassemblant au milieu de la place autour d'un immense drapeau algérien que chacun peut tenir de ses mains par ses bords et l'agiter provoquant entre participants des moments de liesse comme pour mieux déclamer son *algérianité* et faire savoir au monde entier que si l'indépendance a effectivement été confisquée en 1962, elle sera recouvrée par le soulèvement révolutionnaire de 2019.

17 En plus de ces expositions mouvantes, l'exposition sur la place de la République peut prendre une forme plus statique suivant un agencement ajusté au-delà de toute rivalité entre groupes. Chacun des collectifs dresse un stand sur les bords d'un espace dégagé devant permettre à des discours d'y être prononcés sans formalisme aucun. Pour Rachid, actif au sein du Réseau de lutte contre la répression, si la tenue d'un stand est légitime pour le groupe dont il est membre, compte tenu de la spécialisation du but poursuivi, il n'en va pas de même des espaces occupés par les autres collectifs. De son point de vue, la multiplication de ces espaces ne relève pas tant d'une organisation que d'une division entre protestataires :

« Moi, je pense que place de la République, il [l'espace] s'est divisé. Parce que j'ai donné hier un exemple¹⁶ de la place Tahrir en Egypte qui fait peut-être dix fois la place de la République. Et il y avait un seul pupitre. C'est dire que l'organisation des Egyptiens était grandiose. Leur sens politique était très développé et leur cap était bien défini. Le but visible, même loin, lointain »¹⁷.

18 Une telle centralisation telle que constatée au Caire est à l'opposé des formes de rassemblement sur la place de la République à Paris. Rachid décrit alors avec regret la présence de « plusieurs stands, plusieurs pupitres, ça crie dans tous les sens, des islamistes d'un côté... »¹⁸. Mais pour Amar, les espaces qui se distinguent les uns des autres traduisent bien au contraire la diversité du mouvement : « Et quand c'est à République, chacun gère son agora, gère son espace. Et il faut dire la réalité, c'est à

l'image de l'Algérie »¹⁹.

19 Les représentations d'une scène unique ou d'une tribune centrale sont effectivement bannies du script protestataire sur la place de la République. Les scènes sont des constructions imaginées. C'est un observant l'installation des stands un dimanche à midi dans un rassemblement qui était convoqué quatre heures plus tard que nous avons-nous-même compris que l'espace surélevé de quelques mètres carrés au centre de la place qui sert de scène au collectif *Libérons l'Algérie* était en fait un promontoire permettant aux *skateboarders* de s'élever au-delà du sol afin de tenter de composer quelques figures acrobatiques. Cet espace est alors détourné de sa fonction, investi par les membres de ce collectif et offert aux orateurs afin qu'ils y prononcent des discours qui pour certains ne seront pas moins acrobatiques.

20 Amar décrit la place comme un espace organisé dès le 24 février, à savoir dès le second rassemblement : « Et sur place, on a élargi le noyau, et le dimanche d'après, c'était une vraie organisation, avec une sonorisation, avec un camion, une vraie organisation, une prise de parole organisée. J'ai pris la parole »²⁰. Le passage du rassemblement massif spontané au rassemblement organisé se fait progressivement. Il est achevé en plusieurs mois et parachevé par un partage de l'espace. Les groupes y installent leurs stands, généralement sous la forme de petits chapiteaux, ou « barnums » pour reprendre le terme employé par Nora²¹, militante engagée au sein du collectif *Libérons l'Algérie*, faits de parasols montés sur armatures donnant au tout l'aspect de tentes ouvertes aux quatre vents²². Généralement dépourvus de supports militants, tels les livres, tracts ou autres créations artistiques, ces stands qui utilisent un mobilier rudimentaire fait de quelques chaises, voire d'une table sur lesquels peuvent être posés des gâteaux dont la vente viendra alimenter les finances des collectifs se présentent plus généralement comme des points de rencontre pour les militants qui peuvent venir y boire un thé ou un café et converser entre eux-mêmes ou encore avec un public qu'ils cherchent à fidéliser. Ces chapiteaux jouxtent ainsi les espaces dégagés sur lesquels les discours seront donnés. Nora nous fait remarquer que la configuration de la place a changé. « Au départ, nous dit-elle, il n'y avait pas les barnums, les chapiteaux et maintenant on les voit. Au départ, il me semblait, c'était une seule sono. Ils chantaient tous ensemble les hymnes nationaux, que ce soit en kabyle ou en français, maintenant c'est devenu des agoras où des personnes interviennent sur des thématiques au départ libres et puis maintenant elles sont déterminées à l'avance pour les gens des associations, en l'occurrence *Libérons l'Algérie*, et le public peut intervenir sur ce qu'il lui tient à cœur. Et la place actuellement, c'est des regroupements. C'est plus comme au début »²³.

21 « L'agora » pour reprendre les termes utilisés par les organisateurs est l'espace de la discussion où est gérée la prise de parole qui doit matérialiser le caractère démocratique du mouvement. Prendre la parole, c'est alors suivre des règles. Pour entrer dans les agoras des collectifs *Révolution du sourire – Du rejet au projet, Nouvelle Algérie*, celle et celui qui veut participer se voit remettre par l'un des organisateurs un ticket sur lequel est inscrit un numéro. Pour accéder à l'agora du collectif *Libérons l'Algérie*, le public doit s'inscrire sur une liste. *Nouvelle Algérie* a également porté les règles de la conduite à tenir pour prendre la parole sur un écriteau posé devant même l'espace où est distribué le micro. Les orateurs sont sommés de les respecter. Le passage sur la scène de tout candidat à la prise de parole peut être plus rapide que prévu du fait de la défection d'autres portés disparus au moment où le numéro ou le nom de la personne sont annoncés par celui qui est désigné « animateur » par le groupe des organisateurs de ces comités. Par ailleurs, le passage dans une agora d'une personne peut aussi être retardé par le précédent intervenant qui n'est plus disposé à lâcher le micro. Ces individus hors délais peuvent doubler, voire tripler le temps de parole qui leur avait été

initialement accordé. Les organisateurs deviennent alors plus pressants tant les règles qui structurent la représentation s'apparentent à une course contre la montre. Ils sont conscients que le dépassement de l'horaire déclaré à la Préfecture sera impossible.

22 Au sein du collectif *Libérons l'Algérie*, les règles sont encore plus précises. Les orateurs sont divisés en deux catégories : d'un côté, les membres de groupes organisés qui composent le collectif, de l'autre le public. Nora précise les modalités d'intervention : « Pour les membres de ces associations, il y a des thématiques déterminées, très déterminées sur lesquelles il y a un choix des intervenants qui sont inscrits auparavant, le jour même mais avant le début des débats officiels. Et les thématiques, elles évoluent au fur et à mesure que la situation en Algérie ou que le processus révolutionnaire évolue »²⁴. Les orateurs doivent faire preuve de pédagogie, expliquer par exemple les enjeux de la transition, ou encore la notion de vide constitutionnel : « Donc, ça suit vraiment l'état d'esprit du peuple. Quelles sont les interrogations du peuple ? Comment apporter des réponses qui puissent éclairer ou même atténuer la paranoïa »²⁵. Le « public » est quant à lui composé des personnes qui viennent d'elles-mêmes et qui n'interviennent pas au nom d'un collectif ou d'une association : « Quand elles s'inscrivent, poursuit Nora, elles interviennent sur une thématique libre. Il n'y a rien d'imposé de la part de ces associations qui encadrent ces débats ». Le public ainsi défini n'a plus un rôle passif. Il devient une sorte de « public intervenant ».

23 Tout comme les « mouvements de la place publique » de 2011, « ces mouvements célèbrent le pluralisme dans le rassemblement et ne cherchent pas à surmonter les différences par une supra-identité idéologique ou collective » (Göle, 2014). Les cadres idéologiques peuvent ainsi être relégués dans les coulisses de la représentation ou réduits à une portion congrue dans le travail de mise en forme d'une unité contestataire : « Avec toutes nos différences, justement au lieu de faire un problème, une division de ce pluralisme, plutôt on a fait une richesse, nous dit Amar, membre du collectif *Libérons l'Algérie*... Une richesse pour la première fois. C'est pour cela que je dis c'est phénoménal de voir... sur la même tribune un islamiste... Moi j'ai été critiqué par des amis qui m'ont vu prendre la parole à côté de Larbi Zitout »²⁶. De la même façon, Zahir²⁷ met en avant l'ouverture qui caractérise le collectif *Nouvelle Algérie* dont il est l'un des organisateurs : « Nous sommes inclusifs, donc nous sommes ouverts à tout le monde en respectant certaines règles »²⁸. De son point de vue, les discours islamistes ont en ce sens toute leur place sur l'agora de *Nouvelle Algérie* s'ils respectent la « règle » du respect de l'unité nationale posée au fondement de l'action du collectif contrairement aux idées du *Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie* (MAK) qui ne doivent pas être acceptées car portées par des militants qui ne se considèrent pas comme Algériens²⁹. Mais le discours islamiste n'est pas forcément le bienvenu partout sur la place. Les organisateurs du collectif *Révolution du sourire - Du rejet au projet* refusent pour leur part que toute idée islamiste puisse trouver à s'exprimer dans leur agora. Lorsque ces idées pointent dans le discours d'un orateur, le conflit se résout par son exclusion de l'agora. Ce dernier proteste alors dans un brouhaha. Les animateurs sont alors contraints de gérer des altercations.

24 Mais si le débat d'idées le plus ouvert n'a pas lieu au sein des collectifs, si les identités politiques sont freinées, là n'est pas l'essentiel. L'enjeu sur la place publique tient avant tout à la performativité dans le temps présent, les idéologies et l'engagement dans les organisations politiques jouant un rôle accessoire. L'absence de supra-identité idéologique qui ressort de l'observation des parades sur la place n'apparaît que plus évidente. Le rassemblement le plus large est précisément rendu possible par la mise en œuvre de modalités qui dépassent les programmes politiques (Khosrokhavar, 2012). Le pouvoir algérien a lui-même compris que son action ne devait et ne pouvait plus

emprunter un cadre idéologique. Sur la place de la République, il cherche à faire émerger un discours qui ferait oublier l'idéologie à laquelle il était rattaché et que des millions d'Algériens ont mis à l'index et stigmatisé comme antidémocratique. Tel un simple citoyen, un homme déambule sur la place, cherchant à provoquer un regroupement, ne serait-ce que de quelques personnes et de quelques minutes : « Vous savez, je me suis dernièrement rendu au consulat. Le personnel a changé d'attitude. Il est maintenant à notre écoute »³⁰. En produisant un imaginaire terre-à-terre, l'idéologie sous-jacente au régime autoritaire cherche alors à contrer par le bas les voies de la contestation politique.

25 La contestation s'inscrit ainsi dans la filiation des mouvements sans leadership, ni hiérarchie, ni idéologie commune, mais qui ont néanmoins une identité propre (Hadjab, 2016). Des orateurs membres ou non d'un collectif se déplacent d'agora en agora pour répéter généralement le même discours. Sur le ton de l'exploit accompli, Karim qui milite au sein d'un collectif³¹ me confie à la fin d'un rassemblement : « J'ai fait cinq discours aujourd'hui »³². La performance par le nombre n'est cependant pas une condition qui dirige la performativité des acteurs sur la place. Elle ne conduit en aucun cas à l'émergence de porte-parole et de leaders.

Les frustrations d'ici et là-bas

26 La protestation sur la place³³ publique se veut également une réponse à la politique de l'Etat algérien à l'égard de ses ressortissants. « Le pouvoir a tout fait, poursuit Amar, pour culpabiliser. D'ailleurs, il a exclu constitutionnellement les Algériens de la diaspora ». Qui plus est, « ils n'ont pas le droit de se présenter aux élections présidentielles ni de prendre un poste de ministre. Vous voyez un petit peu. Et vous savez cette année, le billet d'avion il est à combien ? Il est à 850 € ». Amar ressent la montée des tarifs de la compagnie aérienne nationale comme poussant l'immigré dans le rang des indésirables : « C'est une façon, poursuit Amar, d'empêcher, de punir la diaspora pour sa mobilisation et son soutien. Le pouvoir est un traitre. C'est des malfaiteurs, c'est des voyous, c'est des gens qui ne pardonnent pas, qui surveillent tout »³⁴.

27 L'Etat français est également stigmatisé par les acteurs de la place de la République car identifié comme le principal soutien international au « système algérien ». Se rassembler en France, c'est dès lors envoyer un message à la France explique Amar : « On n'a pas une autonomie par rapport au pouvoir français. Le pouvoir français tire toujours les ficelles à l'ombre de tout ce qui se passe ». Amar fait encore remarquer que les médias français portent une grande attention aux manifestations qui se déroulent à Hongkong, mais « ils ne voient pas qu'il y a 24 millions d'Algériens » dans la rue. Ce cadrage médiatique dominant traduit une « complicité du pouvoir français avec la mafia politico-financière algérienne »³⁵. Le mal-être ressenti d'être ignoré et déconsidéré par l'Etat français qui se réclame pourtant comme le rappelle Amar à la pointe du combat pour le respect des droits humains dans le monde l'emporte et s'ajoute au mépris exercé par le pouvoir algérien.

28 Venir sur la place de la République, c'est alors vouloir combattre des discriminations dans les deux sociétés. La place représente l'espace transpolitique qui unit la France et l'Algérie et résume la situation postcoloniale (Silverstein, 2004). Nora exprime à cet égard toute la douleur de son parcours : « On se sentait comme les déchets des deux sociétés. On n'est pas désirés... des deux rives de la Méditerranée ». Elle poursuit : « Dès qu'on dit qu'on est Algérien, on est tout de suite stigmatisés, parce qu'on a un cliché sur nous violents, orgueilleux. Même au niveau professionnel on nous pénalise même en

France d'ailleurs ». Participer à la « révolution », c'est alors regagner une dignité : « Personnellement, je l'ai vécu comme un bonheur immense de voir pour une fois l'Algérie scander les mêmes slogans. Parce ce qu'à chaque fois il y a toujours de la suspicion du séparatisme et là on voit qu'on aspirait à une même chose c'est que l'Algérie revive et reprenne sa dignité. L'Algérien relève la tête ». Et de conclure : « Du coup, ce 22 février et le 24 après, c'est vraiment le début de la libération et de la reprise de la dignité. On sort un peu notre corps de l'eau »³⁶.

29 Le rassemblement hebdomadaire sur la place de la République se révèle ainsi comme un moyen qui permet à chacun des participants de gagner l'estime de soi. Tout comme en Algérie, la persistance de la protestation à Paris et dans d'autres villes de France s'explique ainsi par le moyen qu'elle offre à chacun des participants de se rencontrer dans des espaces de sociabilité non figés. La place publique permet aux citoyens de se manifester et de scénariser de nouveaux scripts pour créer du lien social (Göle, 2014). Certains des animateurs des collectifs sur la place qui ont entrepris une carrière politique ou associative peuvent renouer des liens avec des personnes qu'ils n'avaient pas vues depuis le temps où ils étaient actifs sur le sol algérien. Ces militants qui se connaissent entre eux et s'identifient par leurs affiliations à des formations en Algérie retrouvent toute la considération qu'ils avaient gagnée dans le passé par leur engagement public. Mais au-delà, ce sont tous les participants au rassemblement, qu'ils animent ou non des collectifs, qu'ils prennent ou non part aux initiatives sur la place, qui reconstruisent les imaginaires de quartiers (*el-houma*) et villageois : « La place de la République, nous dit Zineb³⁷, c'est la place du village »³⁸. Les contacts qui se nouent dans la contestation permettent à certains de tisser des liens amoureux qui débouchent sur des mariages, tandis que pour d'autres ils sont le moyen de retrouver une part de la dignité perdue : « Je viens de retrouver un camarade de classe de cours préparatoire d'Alger que je n'avais jamais revu »³⁹, nous dit, ému, un homme âgé d'une soixantaine d'années.

30 Le profil type des participants aux rassemblements parisiens est cependant difficile à distinguer tant la contestation est portée par beaucoup. On y rencontre des Algériennes et des Algériens de tout bord politique, de gauche, de droite, des islamistes, des athées, des laïques, des progressistes, des modernistes, des nationalistes. Seules n'ont pas libre cours, les sensibilités favorables aux partis du système qui pourraient notamment être véhiculées par le parti du Front de libération national (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND). Cette diversité et cette liberté d'exprimer ses préférences politiques font de la protestation un ensemble de pratiques protégées de tout cadre idéologique. Certaines personnes s'affichent en tant que représentants d'un parti politique, *Jil Jadid* (Nouvelle génération), l'Union pour le changement et le progrès (UCP), le Front des forces socialistes (FFS). Après l'arrestation le 9 mai 2019 à Alger et l'incarcération de Louisa Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), un premier stand monté par les militants du parti apparaît sur la place de la République puis disparaît quelques semaines plus tard⁴⁰.

31 La diversité l'emporte également si l'on prend en compte les classes sociales. La place de la République ne se peuple pas le dimanche d'opprimés directement sortis des rangs d'un *lumpen* prolétariat. Que les participants disposent ou non d'un titre de séjour, qu'ils soient actifs ou chômeurs, toutes les professions sont représentées, des cadres d'entreprises de grands groupes privés, de la haute administration algérienne et française, des artistes, des médecins, des journalistes, des enseignants, des travailleurs sociaux, des restaurateurs, des employés, des ouvriers, et encore de bien d'autres professions, à savoir une population issue de tous les secteurs de la société algérienne et française qui agit publiquement pour demander dignité et justice. Fort de cette diversité, le soulèvement révolutionnaire auquel tous aspirent ne mobilise pas les

frustrations et la colère à des fins de débordements et de troubles publics. L'agir public protestataire se nourrit de cette force collective pour imposer pacifiquement une résistance. L'espace social de « co-présence » dans lequel le migrant est en même temps présent, ici et là-bas, est d'autant plus large qu'il est permis par le lien virtuel (Diminescu, 2002) et redéfini et traduit dans des liens sociaux par la contestation sociale qui a cours en Algérie et en France. La contestation replace tous les participants aux rassemblements en France au cœur de la politique algérienne. Le « là-bas » et le « ici » ne deviennent plus qu'un seul espace symbolique que l'agir public protestataire a unifié.

Conclusion

- 32 Notre interrogation de départ ne désignait pas tant les causes de l'action protestataire en contexte migratoire ou encore la connaissance des motivations à migrer et leurs propensions à nourrir des actions de protestation que d'accéder à une compréhension de l'agir public protestataire dirigé contre le « système algérien ». Notre observation d'une multitude d'initiatives déroulées, jouées, performées sur la place de la République à Paris et notre écoute des protagonistes pour saisir le sens qu'ils donnent à leur participation nous ont montré que toutes ces modalités d'engagement convergent dans leur grande diversité dans la production d'une identité « anti-système » riche de symbolisations. Gravés dans la mémoire collective, les imaginaires sociaux produits sur la place de la République renforcent par leur performativité l'engagement individuel et collectif.
- 33 Il y a tout lieu de penser qu'au-delà des positions sociales des contestataires, de la diversité de leurs régions d'origine et de leurs identités affichées, bon nombre de propriétés de l'agir public protestataire en contexte migratoire ont également cours en Algérie. Si la stratégie mise en œuvre visant à la reconduction du système politique dans la gestion des émeutes qui ont éclaté en 1988 dans les villes algériennes (Gallissot, 1992) est de nouveau recherchée par les tenants du pouvoir, les tentatives de détourner le processus contestataire en marche pour consolider les assises des oligarchies sont aujourd'hui plus que fragiles. À la différence des émeutes vides de contre-projets et pauvres en imaginaires, les engagements collectifs et individuels qui nourrissent l'agir public protestataire, par la diversité des symbolisations qu'ils contiennent et qui les alimentent en continu, compliquent depuis le 22 février 2019 la tâche de l'autoritarisme algérien dans sa gestion de la société.

Bibliographie

- BERTHOMIÈRE William et HILY Marie-Antoinette, 2006, « Décrire les migrations internationales », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n° 2, p. 67-82.
- DIMINESCU Dana, 2002, « Les migrations à l'âge des nouvelles technologies », *Hommes et Migrations*, n° 1240, p. 6-9.
- GALLISSOT René, 1992, « Les émeutes, phénomène cyclique au Maghreb : rupture ou reconduction du système politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*. 1989, p. 29-39.
- GOFFMAN Erving, 2013, éd. orig. 1963, *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris, Economica, Collection Etudes sociologiques (Traduction de : *Behavior in Public Places : Notes on the Social Organization of Gatherings*, New York, The Free Press).
- GÖLE Nilüfer, 2014, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, n° 3, p. 351-365.

GRANJON Fabien, 2013, « Des mobilisations informationnelles du *Web* participatif aux mobilisations pour l'action dans les rues », in NAJAR Sihem (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Paris, Tunis, Editions Karthala et IRMC, p. 245-257.

HADJAB Warda, 2016, « Algiers-Paris Round Trips : Diasporic Pathways of a Public Civil Dissidence », *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, vol. 14, n° 3, p. 314-333.

KHOSROKHAVAR Farhad, 2012, *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Boulder/Londres, Paradigm Publishers.

SILVERTEIN Paul, 2004, *Algeria in France. Transpolitics, Race, and Nation*, Bloomington, Indiana University Press.

WINKIN Yves, 1990, « Goffman et les femmes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 83, p. 57-61.

Notes

- 1 . Halima, est intervenante associative originaire du Sud de l'Algérie.
- 2 . Propos tenu au cours d'un entretien collectif avec des intervenants associatifs et un membre du parti *Union pour le changement et le progrès* (UCP), tous militants au sein du collectif *Debout l'Algérie*. Réalisé à Paris 11^e, le dimanche 28 juillet 2019, en fin d'après-midi en marge du rassemblement tenu sur la place de République (durée : 1h50).
- 3 . *Liberté*, 18 février 2019.
- 4 . Warda Hadjab (2016) est la première sociologue à avoir investi le terrain des mobilisations contre le quatrième mandat.
- 5 . Entretien collectif à Paris 11^e, le 28 juillet 2019, *cit.*
- 6 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019 (durée : 2h15).
- 7 . Militant des droits de l'homme, Amar est une figure ressource car médiatique, investie sur les plateaux de télévision communautaires notamment *Al-Magharibia*, BRTV ainsi que sur France 24.
- 8 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019, *cit.*
- 9 . *Id.*
- 10 . *Id.*
- 11 . Fils d'un haut-fonctionnaire algérien, Rachid est un journaliste qui fait de nombreux allers-retours entre l'Algérie et la France.
- 12 . Entretien avec Rachid à Paris 10^e, le 19 août 2019 (durée : 51 minutes).
- 13 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019, *cit.*
- 14 . Sur ce point, voir le travail de Warda Hadjab (2016) qui montre de façon originale dans son étude sur les rassemblements contre le quatrième mandat en 2014 à Paris, les circulations des publics entre la scène centrale et les « scènes-off ». En 2019, la configuration de la place de la République et de la place de la bataille de Stalingrad permet de telles circulations à la différence que les collectifs pérennisent une séparation entre trois scènes centrales distinctes, chacune gérée par un collectif, sur lesquelles sont prononcés des discours et sont repris des slogans. Les rassemblements qui se tiennent avant même le début et après la fin du rassemblement, tels que définis par les horaires déclarés par les organisateurs à la Préfecture, donnent lieu quant à eux à des rassemblement en petits groupes d'une quinzaine de personnes au sein desquels prennent forme des débats politiques affranchis des règles édictées par les comités.
- 15 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019, *cit.*
- 16 . Analyse développée par Rachid dans une tribune faite dans une émission d'une Web radio.
- 17 . Entretien avec Rachid à Paris 10^e, le 19 août 2019, *cit.*
- 18 . *Id.*
- 19 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019, *cit.*
- 20 . *Id.*
- 21 . Née en Kabylie, Nora a obtenu un diplôme de l'éducation pour devenir professeur des écoles. Elle a quitté l'Algérie juste après le soulèvement citoyen de 2001.
- 22 . Ce sont de petites tentes que Nora rapproche de petits chapiteaux de cirque, d'où le nom de

« barnums » qu'elle leur donne.

23 . Entretien avec Nora à Paris 18^e, le 19 juillet 2019 (durée : 3h17).

24 . *Id.*

25 . *Id.*

26 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019, *cit.*

27 . Originaire de Boumerdes, Zahir est un ancien militant d'un parti politique en Algérie. Après des études à Alger, il est venu en France au début des années 2000. Il travaille aujourd'hui dans le secteur de la formation professionnelle en Ile-de-France.

28 . Entretien avec Zahir réalisé sur la place de la République à Paris, le 17 juillet 2019 (durée : 26 minutes).

29 . Le MAK réclame actuellement l'indépendance de la Kabylie. La venue de quelques dizaines de militants du MAK à certains des rassemblements sur la place provoque le plus souvent des altercations avec des participants qui n'acceptent pas leur présence.

30 . Observation faite sur la place de la République à Paris, le 25 août 2019.

31 . Né à Tizi-Ouzou, Karim est issu d'une famille paysanne sans terre. Après s'être engagé dans le soulèvement kabyle de 2001, il a quitté l'Algérie pour s'installer en France.

32 . Note personnelle lors d'un échange avec Karim à la fin de ses interventions publiques. Paris, place de la République, le 4 août 2019.

33 . Amar se considère lui-même comme un citoyen de seconde zone car il nous déclare qu'il n'a pas le droit de prendre des responsabilités administratives chez lui en Algérie parce qu'il a la double nationalité franco-algérienne et qu'il n'est pas *mahali* (local).

34 . Entretien avec Amar à Paris 20^e, le 20 août 2019, *cit.*

35 . *Id.*

36 . Entretien avec Nora à Paris 18^e, le 19 juillet 2019, *cit.*

37 . Née en Algérie, Zineb est venue en France à l'âge de deux ans. Elle parlait le français lorsqu'elle est entrée en classe de maternelle et kabyle à la maison. Son père, émigré en France à l'âge de 15 ans, est commerçant. Zineb est salariée dans le secteur socio-éducatif.

38 . Entretien avec Zineb à Paris 11^e, le 17 juillet 2019 (durée 1h51).

39 . Echange personnel. Propos relevé sur la place de la bataille de Stalingrad à Paris, le 8 septembre 2019.

40 . Pour donner plus d'ampleur médiatique, deux rassemblements ont été organisés, le 20 juin 2019 et le 26 septembre 2019 devant l'ambassade d'Algérie à Paris pour dénoncer l'arrestation, puis la condamnation de Louisa Hanoune.

Pour citer cet article

Référence papier

Didier Le Saout, « Faire *hirak* à Paris. Les mises en scène d'une révolution contre le « système algérien » », *L'Année du Maghreb*, 21 | 2019, 131-146.

Référence électronique

Didier Le Saout, « Faire *hirak* à Paris. Les mises en scène d'une révolution contre le « système algérien » », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 21 | 2019, mis en ligne le 05 décembre 2019, consulté le 17 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/5381> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.5381

Auteur

Didier Le Saout

Enseignant-chercheur, Université Paris 8.

Droits d'auteur



L'Année du Maghreb est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Ce site utilise des cookies et collecte des informations personnelles vous concernant.

Pour plus de précisions, nous vous invitons à consulter notre politique de confidentialité (mise à jour le 25 juin 2018).

En poursuivant votre navigation, vous acceptez l'utilisation des cookies.[Fermer](#)